

PREFET DE SAONE ET LOIRE

DIRECTION DE LA CITOYENNETÉ
ET DE LA LEGALITÉ
Bureau de la réglementation et des élections

ARRÊTÉ

Arrêté préfectoral de mise en demeure

DCL / BREN / 2019 - 59 - 3

LE PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE
Chevalier de la légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du mérite

Coopérative Agricole et Viticole de Bourgogne du Sud (CAVBS)
6, avenue du Président BERGEOT
71350 VERDUN-SUR-LE-DOUBS

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1 et suivants, L. 181-3, L. 181-14 L. 511-1, L. 514-5, R. 181-46, R.511-9 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 02/2150/2-3 du 14 juin 2002 autorisant la Société Coopérative Agricole et Viticole BEAUNE-VERDUN-SEURRE à exploiter des installations de stockage d'engrais (*silos*) comportant des opérations de séchage, ainsi que différents stockages d'engrais sous formes « liquide » et « solide » sur le territoire de la commune de VERDUN-SUR-LE-DOUBS ;

VU le rapport du 1^{er} février 2019 de l'unité départementale de Saône-et-Loire de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté, chargée de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, faisant suite à l'inspection des installations du 27 novembre 2018 ;

VU le courrier adressé à l'exploitant le 1^{er} février 2019 dans le respect des dispositions des articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

VU l'absence d'observations formulées par l'exploitant sur ce projet ;

CONSIDÉRANT l'article L. 181-14 § 2 du code de l'environnement susvisé qui précise « *En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L.181-31* » ;

CONSIDÉRANT que les constats effectués le 27 novembre 2018 au sein de l'établissement situé sur la commune de VERDUN-SUR-LE-DOUBS, exploité par la société coopérative agricole et viticole de bourgogne du sud, ont mis en évidence l'exploitation d'installations pouvant présenter un risque sanitaire de prolifération de légionelles ;

CONSIDÉRANT que les installations identifiées relèvent de la législation propre aux installations classées pour la protection de l'environnement, en particulier au titre de la rubrique 2921 de la nomenclature visée à l'article R. 511-9 susvisé ;

CONSIDÉRANT que ce type d'installation n'a pas été porté à la connaissance du préfet et n'est actuellement pas répertorié et encadré au travers des prescriptions de l'arrêté préfectoral susvisé ;

CONSIDÉRANT que dans ces conditions, l'exploitation de ces installations de refroidissement constitue une modification notable des conditions d'exploiter réglementées par l'arrêté préfectoral précité ;

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article 10 de l'arrêté préfectoral du 14 juin 2002 susvisé qui prévoient que :

- *« l'exploitant entretient en bon état et vérifie les matériels, appareils et réseaux nécessaires au transport et au stockage des substances toxiques dangereuses ou insalubres, à la prévention, à la collecte, au traitement et à la mesure des pollutions, ainsi que ceux nécessaires à la sécurité ;*

- *pour ce faire il procède ou fait procéder à toutes mesures utiles telles que inspections, vérifications, étalonnages, visites périodiques de contrôle, visites d'entretien préventif. Il diligente sans délais les réparations et mises à niveau dont la nécessité est ainsi mise en évidence ;*

- *il justifie que ces mesures sont suffisantes et conserve les justificatifs de leur réalisation » ;*

CONSIDÉRANT que les constats effectués le 27 novembre 2018 au sein de l'établissement situé sur la commune de VERDUN-SUR-LE-DOUBS, exploité par la société coopérative agricole et viticole de bourgogne du sud, ont mis en évidence l'exploitation d'une station-service, délivrant des substances dangereuses pour l'environnement, dont la date de validité du flexible de distribution n'a pas été établie ;

CONSIDÉRANT que les constats effectués le 27 novembre 2018 au sein de l'établissement situé sur la commune de VERDUN-SUR-LE-DOUBS, exploité par la société coopérative agricole et viticole de bourgogne du sud, ont mis en évidence l'exploitation d'une station-service, délivrant des substances dangereuses pour l'environnement, dont le flexible de distribution est exposé à des risques d'usure prématurée, d'écrasement, voire d'arrachement ;

CONSIDÉRANT que dans ces conditions les mesures nécessaires de vérification et de maintiens dans un bon état des matériels nécessaires au transport de substances dangereuses ne sont pas assurées ;

CONSIDÉRANT que ces constats démontrent que les dispositions de l'article 10 de l'arrêté préfectoral du 14 juin 2002 susvisé ne sont pas respectées ;

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article 11.3 : « Points de rejet » § « Identification » de l'arrêté préfectoral du 30 mars 2017 et son annexe 1 susvisé qui prévoient : la désignation du rejet, la nature des eaux ou des effluents, ainsi que la désignation du milieu récepteur et la localisation des points identifiés sur un plan détaillé ;

CONSIDÉRANT que les constats effectués le 27 novembre 2018 au sein de l'établissement situé sur la commune de VERDUN-SUR-LE-DOUBS, exploité par la société coopérative agricole et viticole de bourgogne du sud, ont mis en évidence l'existence d'un point de rejet non référencé tant à l'article 11.3 de l'arrêté préfectoral susvisé que dans son annexe 1 ;

CONSIDÉRANT que dans ces conditions il est nécessaire que l'exploitant porte à la connaissance de M. le préfet (R. 181-46-II du code susvisé) les caractéristiques de ce point de rejet en vu de le régulariser ;

CONSIDÉRANT que cette situation démontre que les dispositions de l'article : 11.3 : « Points de rejet » § « Identification » de l'arrêté préfectoral du 14 juin 2002 susvisé ne sont pas respectées ;

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article 11.4 : « Prévention des pollutions accidentelles des eaux » § « Stockage, rétention, manipulation et transport » de l'arrêté préfectoral du 14 juin 2002 susvisé qui prévoient : « Tout stockage de liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;

- 50 % de la capacité des réservoirs associés [...] ;

[...] *La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. La vidange de cette capacité ne peut pas se faire, même partiellement, par gravité. Le dispositif permettant la vidange est à commande manuelle [...]* ;

[...] *Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles [...]* ».

CONSIDÉRANT que les constats effectués le 27 novembre 2018 au sein de l'établissement situé sur la commune de VERDUN-SUR-LE-DOUBS, exploité par la société coopérative agricole et viticole de bourgogne du sud, ont mis en évidence :

- le stockage de liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols sans être associé à une capacité de rétention étanche (*notamment le stockage des engrais liquides et produits « appétant » pour les bovins*) ;

- l'absence de dispositions de capacité de rétention, dont les caractéristiques sont adaptées, au droit des aires de chargement et déchargement de véhicules citernes (*desservant notamment les stockages d'engrais liquides*) ;

CONSIDÉRANT que cette situation ne permet pas de considérer que le stockage des engrais sous forme « liquide » répond aux obligations fixées par la réglementation ;

CONSIDÉRANT que dans ces conditions il apparaît nécessaire que ce stockage soit remis en état de conformité dans les meilleurs délais ;

CONSIDÉRANT que ces constats démontrent que les prescriptions de l'article 11.4 « Prévention des pollutions accidentelles des eaux » § « Stockage, rétention, manipulation et transport » et relatives aux modalités de stockage des produits liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols ;

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article 11.4 : « Prévention des pollutions accidentelles des eaux » § « Risque de pollution par les eaux d'extinction incendie » de l'arrêté préfectoral du 14 juin 2002 susvisé qui prévoient : *« un bassin destiné à recueillir les eaux d'extinction incendie, d'un volume de 240 m³ et équipé d'une vanne guillotine, sera construit sur la partie « Sud de la RD 970. le fonctionnement de la vanne fera l'objet d'une procédure de fonctionnement et d'entretien. Délai 30 juin 2002 » ;*

CONSIDÉRANT que le sinistre survenu le 18 mai 2018 a généré des eaux d'extinction qui n'ont pas été recueillies dans le bassin de 240 m³ existant ;

CONSIDÉRANT que cette situation démontre que toutes les eaux d'extinction susceptibles d'être générées en cas de sinistre ne sont pas collectées dans le bassin de 240 m³ dédié à cet effet ;

CONSIDÉRANT que dans ces conditions il apparaît que les modalités de gestion des eaux d'extinction, susceptibles d'être générées, apparaissent insuffisantes et doivent être complétées au niveau du transporteur « TBL 7 » sinistré afin d'éviter qu'une telle situation ne se renouvelle ;

CONSIDÉRANT que ces constats démontrent que les prescriptions de l'article 11.4 « Prévention des pollutions accidentelles des eaux » § « risque de pollution par les eaux d'extinction incendie » et relative aux modalités de gestion des eaux d'extinction n'ont été respectées ;

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article 27 : « EXPLOITATION » de l'arrêté préfectoral du 14 juin 2002 susvisé qui prévoient : *« [...] À l'intérieur de l'établissement, les fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des produits et les symboles de danger conformément, s'il y a lieu, à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses » ;*

CONSIDÉRANT que les constats effectués le 27 novembre 2018 au sein de l'établissement situé sur la commune de VERDUN-SUR-LE-DOUBS, exploité par la société coopérative agricole et viticole de bourgogne du sud, ont mis en évidence l'existence d'emballages d'une contenance approximative de 10 m³ et susceptibles de contenir un produit « appétant » pour bovins (« mélasse ») ne disposent d'aucune mention permettant de connaître le nom du produit ni ses éventuelles mentions de dangers contrairement aux règles d'étiquetage en vigueur ;

CONSIDÉRANT que cette situation ne permet pas d'identifier le produit liquide, ni de caractériser sa dangerosité pour les milieux et les installations ;

CONSIDÉRANT que dans ces conditions il apparaît que les règles d'étiquetage fixées par la réglementation ne sont pas respectées à l'intérieur de l'établissement et que l'exploitant doit y remédier ;

CONSIDÉRANT que ces constats démontrent que les prescriptions de l'article 27 « EXPLOITATION » et relative aux modalités d'identification et d'étiquetage des produits liquides, à l'intérieur de l'établissement, ne sont pas respectées ;

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article 35 : « PRESCRIPTIONS COMPLEMENTAIRES APPLICABLES AU DEPOT D'ENGRAIS SITUE AU SUD DE LA RD 970 » de l'arrêté préfectoral du 14 juin 2002 susvisé qui prévoient un certain nombre de prescriptions relatives aux modalités d'exploitation d'un stockage d'engrais sous forme solide :

CONSIDÉRANT que les constats effectués le 27 novembre 2018 au sein de l'établissement situé sur la commune de VERDUN-SUR-LE-DOUBS, exploité par la société coopérative agricole et viticole de bourgogne du sud, ont mis en évidence que le stockage d'engrais :

- n'est pas conforme aux dispositions prévues à l'article 35.7 de l'arrêté préfectoral susvisé, certaines cellules disposant de matériaux combustibles (*bois*) dont les caractéristiques « ignifuge » ne sont pas justifiées ;
- n'est pas conforme aux dispositions prévues à l'article 35.8 de l'arrêté préfectoral susvisé, le bâtiment de stockage en « vrac » ne disposant pas de deux issues vers l'extérieur, dans deux directions opposées ;
- n'est pas conforme aux dispositions prévues à l'article 35.12 de l'arrêté préfectoral susvisé, le bâtiment disposant de dispositifs électriques dont les propriétés « non génératrices d'étincelles » ne sont pas établies ;

- n'est pas conformes aux dispositions prévues à l'article 35.13 de l'arrêté préfectoral susvisé, les dispositifs de détection de gaz/ ou chaleur/ ou fumées n'équipant qu'une partie des 10 cellules de stockage (*moins de la moitié des cellules*) ;

- n'est pas conforme aux dispositions prévues à l'article 35.15 de l'arrêté préfectoral susvisé, les stocks d'engrais étant retenus, de face, par des bastinges en bois assimilable aux matériaux de type « palettes » ;

- n'est pas conforme aux dispositions prévues à l'article 35.20 de l'arrêté préfectoral susvisé, en l'absence d'appareils respiratoires à cartouche filtrant, d'appareils respiratoires isolants, de tubes colorimétriques en vue de mesurer les gaz éventuellement émis lors d'une décomposition ;

CONSIDÉRANT que cette situation ne permet pas de considérer que le stockage des engrais sous forme « solide » répond aux obligations fixées par la réglementation ;

CONSIDÉRANT que dans ces conditions il apparaît nécessaire que ce stockage soit remis en état de conformité dans les meilleurs délais;

CONSIDÉRANT que ces constats démontrent que les prescriptions de l'article 35 « PRESCRIPTIONS COMPLEMENTAIRES APPLICABLES AU DEPOT D'ENGRAIS SITUE AU SUD DE LA RD 970 » ne sont pas respectées ;

CONSIDÉRANT alors que la prévention des dangers et des inconvénients pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement, prévue à l'article L. 181-3 du même code, n'est pas démontrée ;

CONSIDÉRANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions du I de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, notamment en mettant en demeure l'exploitant de remédier à ces situations ;

Sur proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

ARTICLE 1 – OBJET

La société « COOPERATIVE AGRICOLE ET VITICOLE DE BOURGOGNE DU SUD » dont le siège social est situé au 6, avenue du président BERGEOT – BP 6 – 71350 VERDUN-SUR-LE-DOUBS, est mise en demeure, pour les installations qu'elle exploite à la même adresse, de respecter les dispositions suivantes :

I – Dans un délai d'un mois (1 mois) à compter de la notification du présent arrêté :

- de clarifier et le cas échéant régulariser la situation administrative des installations susceptibles de présenter un risque de prolifération de légionelles en transmettant au préfet de Saône-et-Loire, en application des dispositions de l'article R. 181-46 du code de l'environnement, l'ensemble des informations utiles permettant d'établir un éventuel classement des « refroidisseurs » au titre de la rubrique 2921 de la nomenclature définie à l'article R. 511-9 du code de l'environnement ;
- de procéder, à l'intérieur de son établissement, à l'étiquetage et au stockage, sur des capacités de rétention adaptées, des produits liquides identifiés par l'exploitant comme étant un « appétant » (*mélasse*) pour bovins ou valoriser/ éliminer ces produits, à l'extérieur, de l'établissement et dans des filières autorisées à les recevoir ;
- de procéder aux vérifications et aux actions nécessaires pour garantir que l'exploitation de la station-service, distribuant du gazole au moyen d'un pistolet de distribution prolongé d'un flexible en matière caoutchouteuse, ne soit pas de nature à présenter des dangers et inconvénients pour la protection des intérêts visés au L. 181-3 du code de l'environnement ;

II – Dans un délai de trois mois (3 mois) à compter de la notification du présent arrêté :

- de porter à la connaissance de M. le préfet de Saône-et-Loire, en application des dispositions de l'article R. 181-46-II du code de l'environnement, l'ensemble des modifications observées ou projetées, nécessitant d'être régularisées, et concernant l'identification du point de rejet et la caractérisation des effluents observés au droit du bassin de confinement des eaux d'extinction ayant vocation à collecter et traiter les eaux pluviales ruisselant sur les secteurs desservant les stockages et aires de chargement/ déchargement des engrais sous forme « solide » et des produits phytosanitaires ;
- de porter à la connaissance de M. le préfet de Saône-et-Loire, en application des dispositions de l'article R. 181-46 du code de l'environnement, les options retenues et visant à la mise en conformité des stockages d'engrais sous formes « liquide » et « solide » :
 - **OPTION n° 1** : en précisant les projets concernés par une remise en conformité de l'installation existante au regard des prescriptions applicables (*les caractéristiques autorisées de l'installation ne sont pas modifiées telles que l'emplacement et les volumes notamment et les aménagements ne constituent que des améliorations de la situation existante en vue de préserver les intérêts visés à l'article L. 181-3 du CE*) ;
 - **OPTION N° 2** : en précisant les projets concernés par une mise en conformité de l'installation entraînant des modifications notables des conditions initialement autorisées (*déplacement ou transfert/ modification des caractéristiques/ extension de l'installation nécessitant des démolitions et/ou constructions soumises aux règles d'urbanisme en vigueur ou modifiant de manière substantielle les conditions de l'autorisation d'exploiter du 14 juin 2002*).

III – Dans un délai de six mois (6 mois) à compter de la notification du présent arrêté :

- de porter à la connaissance de M. le préfet de Saône-et-Loire, en application des dispositions de l'article R. 181-46-II du code de l'environnement, un plan et un programme d'actions détaillées destinés à renforcer les modalités de gestion des eaux d'extinction d'un incendie au droit des secteurs exposés aux conséquences d'un sinistre susceptible d'être observé dans le secteur d'exploitation du transporteur à bande dénommé « TBL 7 » :

IV – Dans un délai de douze mois (12 mois) à compter de la notification du présent arrêté :

- de justifier de la mise en place effective sur site et de leur efficacité, des mesures issues du plan et programme d'actions détaillées et destinées à renforcer les mesures de gestion des eaux d'extinctions susceptibles d'être générées au droit des secteurs exposés aux conséquences d'un sinistre susceptible d'être observé au droit du secteur d'exploitation du transporteur à bande « TBL 7 » ;
- de justifier de l'état de conformité des stockages d'engrais sous forme « liquide » en justifiant :
 - **pour l'OPTION n° 1** : notamment du respect de l'ensemble des dispositions applicables au titre de l'arrêté préfectoral du 14 juin 2002 par la transmission d'une analyse de conformité effectuée sous la responsabilité de l'exploitant ;
 - **pour l'OPTION n° 2** : d'une analyse de conformité sur la base des prescriptions de l'arrêté ministériel du 05 décembre 2016 « *relatif aux prescriptions applicables à certaines installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration* ».
- de justifier de l'état de conformité des stockages d'engrais sous forme « solide » en :
 - **pour l'OPTION n° 1** : démontrant le respect de l'ensemble des dispositions applicables au titre de l'arrêté préfectoral du 14 juin 2002 par la transmission d'une analyse de conformité effectuée sous la responsabilité de l'exploitant ;
 - **pour l'OPTION n° 2** : démontrant le respect de l'ensemble des dispositions applicables aux stockages en procédant à une analyse de conformité réalisée, par les soins de l'exploitant ou, sur « sa demande écrite », par un organisme agréé et dans les conditions fixées aux articles R. 512-61 à R. 512-66 du code de l'environnement sur la base des prescriptions de l'arrêté ministériel du 06 juillet 2016 « *relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 4702* ».

ARTICLE 2 – SANCTIONS

Dans le cas où la mise en demeure ne serait pas respectée, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement, les sanctions prévues par les dispositions du II de ce même article.

ARTICLE 3 – MESURES DE PUBLICITÉ

En vue de l'information des tiers :

- une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de VERDUN-SUR-LE-DOUBS et peut y être consultée ;
- un extrait du présent arrêté, énumérant notamment les motifs et considérants principaux qui ont fondé la décision ainsi que les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, est affiché à la mairie de VERDUN-SUR-LE-DOUBS pendant une durée minimum de quatre semaines. Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire de VERDUN-SUR-LE-DOUBS.
- Une copie du présent arrêté est publiée sur le site internet de la préfecture de Saône-et-Loire (<http://www.saone-et-loire.gouv.fr>) pour une durée de deux mois.

ARTICLE 4 – DELAIS ET VOIE DE RECOURS

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Dijon, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

ARTICLE 5 – EXECUTION

Le secrétaire général de la préfecture de Saône-et-Loire, le sous-préfet de Chalon sur Saône, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté et le maire de la commune de VERDUN-SUR-LE-DOUBS, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera faite à l'unité départementale de Saône-et-Loire de la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté.

Mâcon, le 28 FEV. 2019

Le préfet

Pour le préfet,
le secrétaire général de la
préfecture de Saône-et-Loire
Jean-Claude GENEY